



Rapport 2015 d'activité 2019

Chaire Gouvernance & Régulation



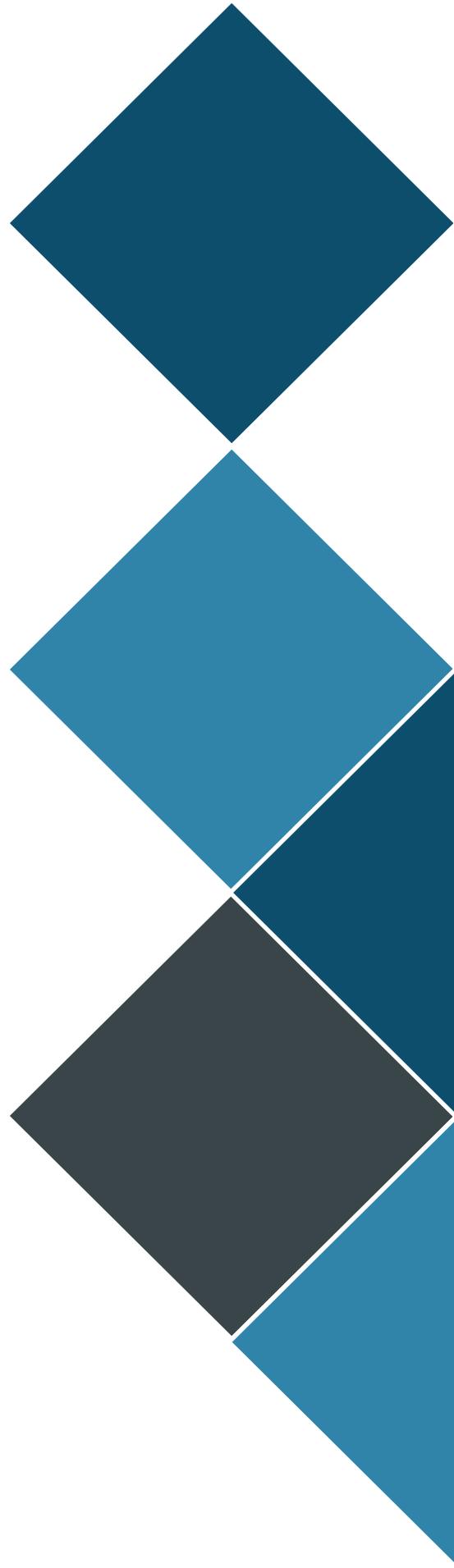
2015

2016

2017

2018

2019





La régulation est au carrefour des politiques publiques et des stratégies des entreprises.

Elle concerne des secteurs structurants pour nos économies et la vie de nos concitoyens et est confrontée à des défis majeurs, tels que la transformation numérique ou la transition énergétique.

En articulant les compétences d'universitaires spécialisés sur la gouvernance et l'expertise de praticiens impliqués dans la régulation, tant au niveau national qu'europpéen, nous avons l'ambition de développer des connaissances et des compétences utiles pour les pouvoirs publics et les entreprises.

Ce rapport rend compte des quatre premières années d'activité de la Chaire Gouvernance et Régulation, lancée en mars 2015. Il illustre notre volonté de contribuer au débat public et aux réflexions collectives sur les modèles de gouvernance adaptés à nos sociétés et nos économies contemporaines.

La Chaire et le Club des Régulateurs constituent un dispositif original qui permet de développer des recherches au sein de réseaux internationaux, de contribuer à la formation des experts dont les acteurs publics et privés ont besoin, ainsi que d'organiser le dialogue entre les parties prenantes de la gouvernance économique.

Nos actions reposent sur la confiance que nous accordent, et les compétences que nous apportent, les nombreux partenaires de la Chaire et du Club. Qu'ils en soient remerciés !

Le regard sur le passé que permet ce rapport est pour nous un moyen de réfléchir aux nouvelles initiatives et aux projets qui permettront de consolider et développer la communauté qui a commencé à se construire. Nous sommes à l'écoute de nouvelles idées qui permettront d'aller plus loin.

Bonne lecture !

Eric Brousseau
Directeur Scientifique

Table des matières

4.

La Chaire Gouvernance
et Régulation

5.

Le Club des Régulateurs

6.

Nos thématiques de
travail

7.

Nos axes d'activité

9.

Recherche

23.

Formation

29.

Débat

36.

Gouvernance

La Chaire Gouvernance et Régulation



Le Club des Régulateurs



Notre réseau



+4800.

Participants aux
événements

92.

Événements organisés

22.

Chercheurs associés
à la Chaire

+560.

Intervenants

42.

Synthèses
d'événement

44.

Tutoriels disponibles
en ligne

27.

Partenaires

73.

Interviews vidéos

83.

Publications
académiques

11.

Projets de recherche

La Chaire Gouvernance et Régulation est une plateforme favorisant la coopération entre parties prenantes de la régulation (autorités de régulation, entreprises, pouvoirs publics) et experts (réseaux académiques, cabinets de conseil, organisations internationales), dans le but de mieux comprendre l'économie politique de la régulation et d'en améliorer les cadres institutionnels et les pratiques.

L'importance des questions de régulation

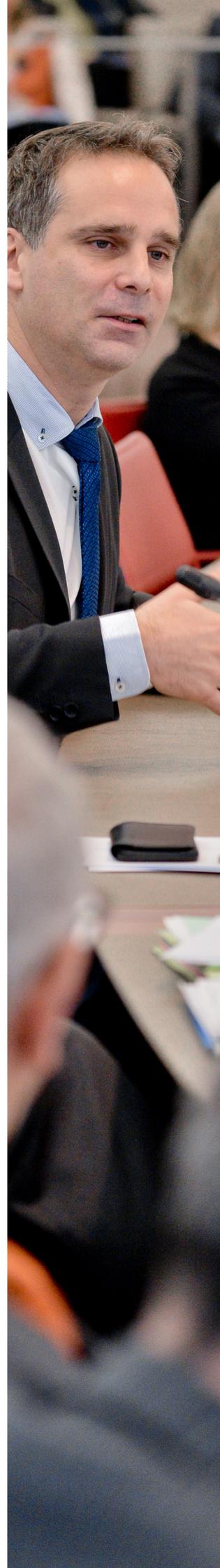
La régulation est un élément clé de la performance économique, car elle agit tant sur la compétitivité de l'offre que sur les modalités de répartition des gains de productivité entre les différentes parties prenantes. Si la régulation peut être conçue à court terme comme un cadre établi au sein duquel ces dernières interagissent, elle ne peut être réduite exclusivement à un problème d'adaptation optimale de la structure du marché aux contraintes spécifiques de la production. En effet, à moyen terme, la technologie de production et les périmètres de marché ne sont pas exogènes, mais résultent de choix politiques et sociaux, ainsi que des stratégies des entreprises.

L'enjeu d'une meilleure organisation de la gouvernance économique et de la mise en œuvre de cadres de régulation plus efficaces concerne l'ensemble des acteurs économiques, à commencer par les opérateurs des secteurs régulés ainsi que les usagers. Au-delà des surcoûts et de l'incertitude qu'entraîne une régulation inadaptée, il en va de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de certaines activités, et *in fine*, du dynamisme industriel et commercial, de la capacité d'innovation, de l'emploi dans les secteurs concernés, et même de la compétitivité nationale, tant les secteurs régulés produisent des externalités pour le reste de l'économie et pour la société dans son ensemble.

La réponse de la Chaire

A partir d'une approche transectorielle, la Chaire Gouvernance et Régulation se donne pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique, des modalités et des performances de la régulation. Elle s'appuie sur le postulat que pour comprendre la régulation et la faire évoluer il convient à la fois de situer l'interaction entre régulateurs et régulés dans le cadre plus vaste des dynamiques qui président à l'organisation des industries et des marchés, et de s'intéresser à la manière dont la régulation est mise en œuvre au plan opérationnel. Cadres institutionnels et outils se conditionnent mutuellement et leurs interactions déterminent le champ des possibles en matière d'évolutions.

Les thèmes abordés, comme la démarche retenue articulant approche conceptuelle et réflexion opérationnelle, sont la garantie pour ces acteurs de participer à des travaux en prise avec leurs problématiques concrètes, tout en conservant une hauteur de vue pertinente et originale.



Afin d'associer en toute indépendance les régulateurs aux travaux de la Chaire, mais aussi pour favoriser les échanges entre eux et développer une réflexion sur leurs problématiques communes, un Club des Régulateurs a été créé.

Le Club des Régulateurs regroupe les autorités de régulation qui souhaitent coopérer sur les enjeux institutionnels, organisationnels et méthodologiques qui leur sont communs.

En effet, bien que les autorités sectorielles de la régulation aient des statuts différents selon les secteurs et les pays, elles font face à des défis communs, tant sur le plan technique (redéfinition permanente des périmètres de concurrence du fait des innovations techniques et marketing ; évolutions de la notion d'intérêt général ; complexification croissante des relations entre acteurs en raison de la "dé-intégration" des industries etc.), que sur le plan institutionnel et organisationnel (leviers d'intervention ; statut, organisation et moyens ; recouvrement des compétences ; articulation de leur action au plan européen avec leurs homologues et avec les institutions européennes ; organisation des relations avec les parties prenantes de la régulation ; gestion des complémentarités avec les autorités de concurrence, etc.).

Les membres du Club



*Comité économique
des produits de santé*



Hadopi

Les objectifs et les outils de la régulation

On s'intéresse à l'effectivité et l'efficacité des outils manipulés par le régulateur. On s'interroge sur leur impact réel, sur les incitations des parties prenantes ainsi que sur les risques qu'elles supportent. Il est également question de la manière dont les régulateurs peuvent organiser leur activité, développer leur expertise, asseoir leur légitimité et renforcer leur effectivité.

Les stratégies des acteurs

On explore les outils à travers lesquels les diverses parties prenantes tentent d'influencer la régulation, de revenir sur leur efficacité respective, et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels les protagonistes peuvent agir. La régulation doit en effet tenir compte des contraintes et préférences des opérateurs économiques (firmes installées comme nouveaux entrants), des utilisateurs (des ménages aux grands comptes), des citoyens (représentés par des ONG ou non), des pouvoirs publics (du niveau local au niveau européen), tant pour être efficace, que légitime et utile.

Innovation et grands défis

On s'interroge sur la manière dont les grands défis contemporains, tels que le Big Data, les innovations disruptives, la globalisation, la construction européenne, le changement climatique, etc., impactent les opportunités comme les risques en matière de régulation, dans le but de mieux appréhender les défis auxquels la régulation devra répondre et comment elle devra s'adapter.

Politiques publiques et cadre institutionnel de la régulation

On s'intéresse aux déterminants économiques, politiques et institutionnels des cadres de l'activité économique et aux différentes dimensions de la performance de ces derniers.

L'étude de l'architecture institutionnelle présidant à l'action des régulateurs permet de mieux comprendre la portée et les limites de leur autorité, leurs marges de manœuvre, ainsi que la manière dont leur action s'articule avec d'autres organes de gouvernance. Il s'agit aussi de s'interroger sur les divers vecteurs de la gouvernance économique.

Secteurs concernés

Forte de son large éventail de partenaires, la Chaire étend son analyse à plusieurs secteurs :

- l'énergie
- les transports
- les communications électroniques
- l'audiovisuel
- l'assurance, la banque et la finance
- les jeux et les médias en ligne
- la santé
- les infrastructures et services urbains



Recherche Formation Débat





Pour faire de la recherche à haut niveau il faut trois ingrédients : il faut avoir accès aux entreprises et aux données, il faut être en contact avec les réseaux académiques et il faut du financement. La Chaire GovReg réunit ces trois ingrédients, et pour les chercheurs c'est une ressource rare et unique.

*Julien Jourdan
Professeur de stratégie, Dauphine | PSL*

11.

Projets de recherche en
cours

24.

Working papers

22.

Chercheurs associés

13.

Chercheurs doctoraux
et post-doctoraux

37.

Événements académiques

83.

Publications académiques

Recherche

Evaluation et comparaison de l'indépendance des autorités de régulation

À partir des enquêtes réalisées par la Division de la Politique Réglementaire et le Network of Economic Regulators (NER) de l'OCDE, ce projet de recherche porte sur le statut, l'indépendance et la responsabilité des régulateurs dans les industries de réseau, et la comparaison des régimes de régulation dans les pays membres de l'OCDE.

En collaboration avec :



Les stratégies hors-marché des entreprises

En se focalisant sur les données disponibles auprès des institutions européennes, cette recherche décrypte les stratégies d'influence des parties prenantes de la régulation dans le cadre européen, afin de revenir sur leur efficacité respective, et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels la réglementation se construit.

En collaboration avec :



La gouvernance environnementale et les stratégies hors-marché des entreprises

Ce projet de recherche porte sur des stratégies dites « hors-marché » mises en place par des enseignes de la grande distribution dans un contexte dynamique de transition énergétique. L'objectif est de comprendre si les entreprises perçoivent les réglementations environnementales comme des opportunités pour développer de nouveaux business models ou comme une source de risques supplémentaires à gérer, ainsi que d'analyser leurs stratégies marchandes et hors-marché.

En collaboration avec :



La régulation à l'épreuve de l'innovation : le cas de la publicité en ligne

Les enjeux de la publicité en ligne sont nombreux : effectivité, privacy, qualité des mesures de l'audience, etc. Ce projet vise à étudier la façon dont les systèmes de régulation propres à ce secteur s'organisent et traitent ces questions. Il s'agit de contribuer à analyser la façon dont la régulation peut appréhender la transformation numérique.

En collaboration avec :



Motivations des participants de l'économie du partage

Cette recherche vise à mieux comprendre les motivations et les comportements des participants à l'économie collaborative, en se focalisant en particulier sur l'articulation entre motivations monétaires et non-monétaires. Elle s'appuie sur des expériences *in situ* menées en collaboration avec une start-up de covoiturage péri-urbain et rural.

En collaboration avec :



L'économie de la justice et les interactions institutionnelles

Ce projet vise à étudier l'économie de la justice et à identifier les facteurs qui déterminent les performances judiciaires et la manière dont différentes institutions interagissent l'une avec l'autre, en se focalisant sur le contexte des pays en développement. Les méthodes d'évaluation développées devraient être applicables à d'autres contextes institutionnels.

En collaboration avec :



Création de valeur dans le nouvel écosystème de la mobilité

L'énorme capacité de collecte et de traitement des données a un impact considérable sur l'économie et la société. Dans le secteur de la mobilité, par exemple, l'émergence de nouvelles technologies et le soutien institutionnel des autorités territoriales ouvrent la voie au véhicule autonome qui impactera de nombreux « marchés » (mobilité, travail, ...). Les effets dépendront cependant des écosystèmes qui s'imposeront. Ce projet vise à étudier le processus de création de valeur, et de création de ces écosystèmes, à travers des réseaux d'alliance entre entreprises. Il s'appuie sur des données provenant de plusieurs sources, telles que des bases de données sur les brevets, des bases de données sur l'innovation et celles sur les entreprises.

Neutralité de l'internet et concurrence subventionnée

Ce travail s'inscrit dans les discussions relatives à la neutralité de l'internet et du filtrage stratégique des flux par les fournisseurs d'accès en s'intéressant aux programmes de « zero-rating » consistant à subventionner l'accès à certains contenus. Ces programmes font l'objet de politiques différenciées en Europe et aux États-Unis. Il s'agit d'étudier les conséquences stratégiques de ces programmes pour différentes catégories de parties prenantes – fournisseurs d'accès, annonceurs, fournisseurs de contenus – et d'en comprendre les implications concurrentielles et en matière d'innovation.

Culture, institutions et stratégies hors-marché

La littérature économique concernant les institutions et la culture indique que les préférences et les valeurs transmises au fil des générations ont un impact sur de nombreuses variables économiques, telles que la prospérité ou les modalités de fonctionnement des marchés. Ces valeurs et préférences interagissent avec les institutions en établissant des systèmes d'incitation et en encadrant les capacités d'action des individus comme des organisations. Cette recherche vise à identifier les vecteurs et à mesurer l'intensité de la relation entre culture et stratégie hors marché des entreprises ; qu'il s'agisse des stratégies d'influence ou du comportement en matière de responsabilité sociale.

ICO : financement entrepreneurial dans l'économie des données

Au cours des dix dernières années, les plateformes numériques ont permis aux nouvelles entreprises de collecter des fonds via Internet à travers le financement participatif. Plus récemment, l'émergence de crypto-monnaies telles que Bitcoin et Ethereum a ouvert la voie à une nouvelle option pour les entrepreneurs, leur permettant de financer leurs idées par le biais de « Initial Coin Offerings » (ICO). Dans ce projet, nous visons à examiner le rôle de telles alternatives aux sources traditionnelles de capital (business angels, venture capital etc.). L'étude utilise une approche empirique utilisant des données collectées sur Internet ainsi que des informations provenant de bases de données sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

Le développement et le fonctionnement des bureaucraties publiques et la gouvernance économique

Les archives administratives et historiques permettent d'étudier sur une longue période le fonctionnement des institutions, la manière dont des décisions sont prises, et de comprendre l'impact de ces dernières. Ce projet porte sur l'émergence de la gouvernance économique au XVIII^e siècle en France et nous renseigne à la fois sur les contraintes présidant à l'organisation des marchés et sur le fonctionnement des bureaucraties publiques et des collèges d'experts ou de décideurs.

En collaboration avec :

SciencesPo
CENTER FOR
INTERNATIONAL STUDIES



Maria Teresa Aguilar Rojas

Doctorante (depuis novembre 2017)

Master en Economie de l'environnement et des ressources naturelles de l'École d'Économie de Toulouse

Création de valeur dans le nouvel écosystème de la mobilité



Chiara Caccinelli

Déléguée générale (fév. 2015-sept. 2019)

Master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de Dauphine | PSL
Master en affaires européennes de l'Università degli Studi di Perugia (Italie)

Economie et droit de la concurrence dans les marchés digitaux



Antoine Cazals

Chercheur postdoctoral (depuis sept. 2018)

Doctorat en économie du Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International (CERDI)

Master en économie internationale (CERDI)
Master en gestion de projets (CERDI)

Economie politique des systèmes de régulation



Carlos Gonzales Regalado

Doctorant (depuis novembre 2017)

Master en économie mathématique et économétrie de l'Université de Tilburg

Culture nationale et stratégies hors-marché des entreprises ;
Comparaison internationale de l'organisation de la régulation



Emmanuel Lorenzon

Chercheur postdoctoral (2017-2019)

Doctorat en Économie de l'Université de Bordeaux
Master en Modélisation économique de l'Université de Bordeaux

Stratégies commerciales et neutralité du net ;
Gouvernance multi-niveaux



Agnieszka Marta Majewska

Doctorante (depuis novembre 2016)

Master de SciencesPo Paris
Master en socio-économie de l'Université Adam Mickiewicz en Pologne

Stratégies hors-marché des entreprises et auto-régulation environnementale



Théophile Mégali

Doctorant (depuis septembre 2016)

Diplômé de SciencesPo Strasbourg
Master of Business, Competition and
Regulatory Law de la Freie Universität Berlin
Master en Industries de Réseau et Economie
Numérique (IREN) de Dauphine | PSL

Gouvernance et régulation du secteur
de la publicité en ligne



Sultan Mehmood

Doctorant (depuis septembre 2016)

Master en Economie de l'Université de Tilburg
Master en Politique Publique et
Développement de l'École d'Economie de
Paris

Déterminants institutionnels et culturels des
comportements judiciaires



Amanda Moreira Alves

Doctorante (depuis novembre 2015)

Master en Industries de Réseau et Economie
Numérique de l'Université Paris-Sud XI et de
l'Universidad Pontificia de Comillas
Diplôme en Génie électronique et informatique
de Universidade Federal do Rio de Janeiro

Les stratégies hors-marché des entreprises
dans le contexte européen



Jordana Viotto

Chercheuse postdoctorale (2017-2019)

Doctorat en Économie de l'Université Paris 13
et Télécom ParisTech
Master en Industries de Réseau et Economie
Numérique (IREN) de Dauphine | PSL

ICO : financement entrepreneurial dans
l'économie des données



Timothy Yu-Cheong Yeung

Chercheur postdoctoral (2018-2019)

Doctorat en Economie de la Toulouse School of
Economics
Maîtrise en économie de l'Université de Hong
Kong

Economie numérique ;
Dynamiques institutionnelles de l'Union
européenne



Nevena Zhelyazkova

Chercheuse postdoctorale (2015-2018)

Doctorat de l'Université de Maastricht
Maîtrise en analyse des politiques sociales de
KU Leuven

L'évaluation et la comparaison de l'indépendance
des autorités de régulation dans les industries de
réseau



Dianzhuo Zhu

Doctorante (depuis novembre 2015)

Master en Industries de Réseau et Economie
Numérique (IREN) de Dauphine | PSL

Incitations des parties prenantes
à l'économie du partage :
stratégies des entreprises et politiques publiques

**Hervé Alexandre**

Professeur de finance à
Dauphine | PSL

**Jean Beuve**

Maître de conférences en
économie à l'Université
Paris-Sorbonne

**Claudie Boiteau**

Professeure de droit
public à Dauphine | PSL

**Eschien Chong**

Maître de conférences en
économie à l'IAE de Paris

**Anna Creti**

Professeure d'économie à
Dauphine | PSL

**Georges Decocq**

Professeur de droit à
Dauphine | PSL

**Adrien de Hauteclocque**

Conseiller Référendaire du
Vice-Président du Tribunal à la
Cour de Justice de l'UE

**Anne Epaulard**

Professeure d'économie à
Dauphine | PSL

**David Ettinger**

Professeur de d'économie à
Dauphine | PSL

**Laurence Folliot-Lalliot**

Professeure de droit public
à l'Université Paris Nanterre

**Zsuzsanna Fluck**

Professeure de finance à
Dauphine | PSL et Michigan
State University

**Henri Isaac**

Maître de conférences en
gestion à Dauphine | PSL



Julien Jourdan

Professeur de stratégie à
Dauphine | PSL



Emmanuel Lazega

Professeur de sociologie à
SciencesPo Paris



Sophie Méritet

Maître de conférences en
économie à Dauphine | PSL



Yannick Perez

Maître de conférences en
économie à l'Université Paris
Sud et à CentraleSupélec



Alessandro Riboni

Professeur d'économie à
l'Ecole Polytechnique



Stéphane Saussier

Professeur de gestion à l'IAE
de Paris



Jérôme Sgard

Professeur d'économie à
SciencesPo Paris



Carine Staropoli

Maître de conférences en
économie à l'Université
Panthéon-Sorbonne



Joëlle Toledano

Professeure émérite
d'économie à la Chaire
Gouvernance et Régulation



Alexis Tsoukiàs

Directeur de recherche en
informatique au CNRS

FRANCE



Serge Abiteboul (INRIA), **Emmanuelle Auriol** (Toulouse School of Economics), **Milo Bianchi** (Université Toulouse 1), **Didier Chauveau** (Spectrum Planning and International Affairs Directorate), **Yann Chevaleyre** (Dauphine | PSL), **Jonathan Chevry** (White & Case LLP), **Philippe Choné** (ENSAE), **Mikaël Cozic** (Université Paris Est), **Anna Creti** (Dauphine | PSL), **Mérouane Debbah** (Huawei), **Gabrielle Demange** (PSE), **Philippe Distler** (ARCEP), **Philippe Gagnepain** (PSE), **Henri Isaac** (Dauphine | PSL), **Thierry Kirat** (Dauphine | PSL), **Nicolas Maudet** (Université Pierre et Marie-Curie), **Philippe Mongin** (CNRS), **Horatia Muir-Watt** (SciencesPo), **Benjamin Nguyen** (Université d'Orleans), **Matias Nuñez** (Dauphine | PSL), **Gérard Pogorel** (Telecom ParisTech), **Jérôme Pouyet** (École Normale Supérieure), **Wilfried Sand-Zantman** (Toulouse School of Economics), **Stéphane Saussier** (Sorbonne Business School), **Paul Seabright** (Toulouse School of Economics), **Jérôme Sgard** (SciencesPo Paris), **David Spector** (PSE), **Morgan Sweeney** (Dauphine | PSL), **Alexis Tsoukiàs** (Dauphine | PSL), **Pierre Valarcher** (Université Paris Est), **Ekaterina Zhuravskaya** (PSE)

ETATS-UNIS



Yochai Benkler (George Washington University), **Lisa Bernstein** (University of Chicago), **Samuel Buell** (Duke University), **Bruce Carruthers** (Northwestern University), **Krzysztof Choromanski** (Google), **Wassim Chourbaji** (Qualcomm), **Vince Conitzer** (Duke University), **Pierre de Vries** (University of Colorado), **Allan Drazen** (University of Maryland), **Mitu Gulati** (Duke University), **Joe Halpern** (Cornell University), **Lawrence J. White** (Stern School of Business), **Lynne Kiesling** (Purdue University), **Viktor Mayer-Schönberger** (Oxford University), **Gabor Molnar** (University of Colorado), **Craig Pirrong** (University of Houston), **Fred Roberts** (Rutgers University), **Molly Roberts** (UC San Diego), **Christopher S. Yoo** (University of Pennsylvania), **Paul Schiff Berman** (George Washington University), **Howard Shelanski** (Georgetown University), **Ken Shotts** (Stanford University), **Paul Stern** (National Academy of Sciences), **Joshua Tucker** (New York University), **Marshall van Alstyne** (Boston University), **Joris van Hoboken** (University of Amsterdam & New York University), **Mark Weidemaier** (University of North Carolina), **Barry Weingast** (Stanford University), **Phil Weiser** (University of Colorado)

ROYAUME UNI



Jakob Blaavand (Smith Institute), **Martin Cave** (Imperial College Business School), **Nello Cristianini** (Bristol University), **Michele Farquhar** (Hogan Lovells), **Robert Horwitz** (Grant Thornton Advisory), **Winston Maxwell** (Hogan Lovells), **Mario Milone** (Imperial College), **Ronan Palan** (City University London), **Maria Grazia Porcedda** (University of Leeds), **Brett Tarnutzer** (GSMA), **Carmine Ventre** (University of Essex)

PAYS-BAS



Emile Aarts (Tilburg University), **Peter Anker** (Ministry of Economic Affairs), **Jan Boone** (Tilburg University), **Panos Delimatsis** (Tilburg University), **Sebastian Dengler** (Tilburg University), **Lapo Filistrucchi** (Florence and Tilburg University), **Inge Graef** (Tilburg University), **Martin Husovec** (Tilburg University), **Tobias Klein** (Tilburg University), **Jan Kruys** (SpectrumConsult), **Madina Kurmangaliyeva** (Tilburg University), **Jens Prüfer** (Tilburg University), **Florian Schütt** (Tilburg University), **Wolf Sauter** (ACM), **Eric van Damme** (Tilburg University), **Freek van Gils** (Tilburg University)

ITALIE



Lucila de Almeida (European University Institute), **Chiara Fumagalli** (Bocconi University), **Jean-Michel Glachant** (European University Institute), **Bernard Hoekman** (European University Institute), **Giovanni Sartor** (University of Bologna), **Sergio Pastorello** (University of Bologna), **Francesco Sobbrío** (LUISS Rome), **Giancarlo Spagnolo** (University of Rome)

ALLEMAGNE



Yigitcan Karabulut (Frankfurt School of Finance & Management), **Wolfgang Kerber** (Marburg University), **Reinhold Kesler** (ZEW), **Petri Mähönen** (RWTH Aachen University), **Francesca Musiani** (ISCC), **Christoph Schottmüller** (University of Cologne)

ESPAGNE



Benito Arrunada (Universitat Pompeu Fabra), **Ruben Durante** (Universitat Pompeu Fabra), **Boris Ginzburg** (University Carlos III of Madrid), **Francesc Trillas** (Autonomous University of Barcelona)

SUISSE



Fabrizio Gilardi (University of Zurich), **Federica Liberini** (ETH Zürich), **Grégoire Mallard** (Anthropology and Sociology of Development, Graduate Institute)



PORTUGAL

Steffen Hoernig (Nova School of Business and Economics), **Odd Rune Straume** (University of Minho)



DANEMARK

Roslyn Layton (Aalborg University), **Jacob Weisdorf** (University of Southern Denmark)



BELGIQUE

Estelle Cantillon (Université Libre de Bruxelles) **J. Scott Marcus** (Independent Consultant)



CANADA

Kenneth Corts (Joseph L. Rotman School)



ISRAËL

Niva Elkin-Koren (University of Haifa)



NORVÈGE

Arild Vatn (Norwegian University of Life Sciences)



Academy of **Management** Journal, American Journal of **Sociology**, Annals of **Economics and Statistics**, Annals of **Mathematics and Artificial Intelligence**, Annals of **Operations Research**, Annals of **Public and Cooperative Economics**, Applied Economics, **Competition and Regulation** in Networks Industries, Connections, DigiWorld Economic Journal, *Economia e **Politica** Industriale*, **Economic Analysis** and Policy, *Economic **History Review***, *Economic Journal*, *Energy*, **Energy Economics**, *Energy Research & Social Science*, *European Journal of **Operational Research***, **Global Policy**, **Innovations**, *International Journal of **Automotive Technology** and Management*, *International Journal of **Electric and Hybrid Vehicles***, *International Journal of **Industrial Organization***, *International Review of **Law and Economics***, *Journal of **Business Venturing***, *Journal of **Comparative Economics***, *Journal of **Competition Law & Economics***, *Journal of Economic **History***, *Journal of **Economic Surveys***, *Journal of **Environmental Management***, *Journal of Law, Economics and Organization*, *Opinions et **Débats***, *Quarterly Review of **Economics and Finance***, **Renewable and Sustainable Energy Reviews**, *Review of **Financial Economics***, *Revue **Concurrences***, *Revue économique*, *Revue française de **droit administratif***, **Strategy Science**, Sustainability, ...



WORKING PAPERS

"Regulatory Independence in the European Union: A Top-Down View on the **Network Industries**", "Did the Federal Reserve help **European banks** to overcome the **financial crisis**?", "Creating a Winner's Curse via Jump Bids", "**Réguler** le « numérique » ? Les **plateformes numériques** ? Ou plutôt **Adapter** les régulations au XXIème siècle", "**Vertical Integration** and Downstream **Collusion**", "Public Private Partnerships in Europe for **Building and Managing Public Infrastructures: an Economic Perspective**", "Contract as reference points: A new approach to **contracting** and its implication for **relationships among levels of government**", "Corporate **Political Strategies** in Europe: The determinants of firms' access to the **European Commission**", "Collusion with a **rent-seeking agency** in sponsored search auctions", "Assessing anticompetitive practices in **two-sided markets**", "**Gender** Pay Gap in the French Public Administration", "Competing for Policy: Lobbying in the **EU Wholesale Roaming Regulation**", "The effect of **SNCF strike** on the ride-sharing behaviors: Evidence of Blablacar.com", "More Generous for Small Favour? Exploring the Role of **Monetary and Pro-Social Incentives** of Daily Ride Sharing Using a Field Experiment in Rural Île-de-France", "The limit of money in **daily ridesharing**: Evidence from a field experiment", "The Dynamics of **Institution Building: State Aids**, the European Commission and the European Court of Justice", "**Uninformed bidding** in sequential auctions", "Signalling with uninformed buyers in sequential **auctions**", "**Zero-Rating** and investment incentives", "Judiciary's Achilles Heel: **Executive Control** via Appointment Power", "Dictator, Imam and the Judge: Tracing the **impact of Religion on the Courts**", "Political Economy of **Foreign Aid**: Theory and Evidence", "Market-shaping meta-organizations. A case study on the industrial response to the **ad-blocking phenomenon**", "Data Quality Assessment in the **French online advertising** industry", ...





Notre ambition est de donner à nos étudiants les clefs de compréhension de cet univers complexe qu'est l'économie numérique. Or les racines de l'économie numérique, ce sont les industries de réseau. Et cette double ouverture permet à nos étudiants d'accéder à une série de carrières professionnelles qui sont extrêmement prometteuses pour eux.

*Joëlle Toledano
Professeure émérite d'économie, Chaire GovReg*

The IOEA is a terrific program. It brings together people at different stages of their career and in different specialties with opportunities for productive interchange and interaction. The discussions are informative, interesting, can be intellectually provoking, but are entirely collegial, and take place in a beautiful setting.

*Roberta Romano
Professeure de droit, Yale Law School*

44.

Tutoriels
en ligne

18.

Editions de l'école IOEA

4.

Formations
Master 2

Formation



MASTER INDUSTRIES DE RÉSEAU ET ECONOMIE NUMÉRIQUE (IREN)

Le Master Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN), cohabilité entre Dauphine | PSL, l'Ecole Polytechnique, Télécom ParisTech, Supélec et l'Université Paris-Sud, a pour objectif de former des étudiants de haut niveau maîtrisant les principes de fonctionnement des industries de réseau et de l'économie numérique, dotés de capacités d'analyse et de méthodologie permettant de suivre des phénomènes en forte évolution, soit dans l'univers de la recherche et de l'enseignement supérieur, soit à des postes opérationnels dans les entreprises, les administrations, les groupements de consommateurs ou d'utilisateurs, les institutions de la régulation.

<http://masteriren.eu>

MASTER MANAGEMENT DES TÉLÉCOMS ET DES MÉDIAS

Au cœur des mutations médiatiques actuelles, le Master Management des Télécoms et des Médias (Master 226), dirigé par Henri Isaac, permet à des étudiants aux profils variés d'acquérir des enseignements de qualité dans le secteur des télécommunications et des médias. Cette filière universitaire ouverte sur la vie professionnelle a plus de 30 ans d'expérience et est conçue pour préparer à des spécialités pour lesquelles les étudiants trouveront aisément des débouchés tant en France qu'à l'étranger.

<http://master226.dauphine.fr>

MASTER BANQUE ET FINANCE

Le Master Banque et Finance (Master 224), dirigé par Hervé Alexandre, offre une formation qui couvre l'ensemble des métiers et des activités bancaires et financières afin de donner aux étudiants une solide culture professionnelle et scientifique et de leur permettre d'opérer des choix de spécialité grâce à un jeu d'options et de modules largement diversifiés.

<http://master224.dauphine.fr>

MASTER DROIT ET RÉGULATION DES MARCHÉS

Le Master Droit et Régulation des Marchés (Master 291), dirigé par Claudie Boiteau, répond aux nouvelles exigences de qualification professionnelle des juristes dont les fonctions nécessitent, dans le domaine des marchés régulés, la compréhension et la maîtrise des réglementations et procédures, notamment contentieuses, ainsi que des mécanismes économiques associés.

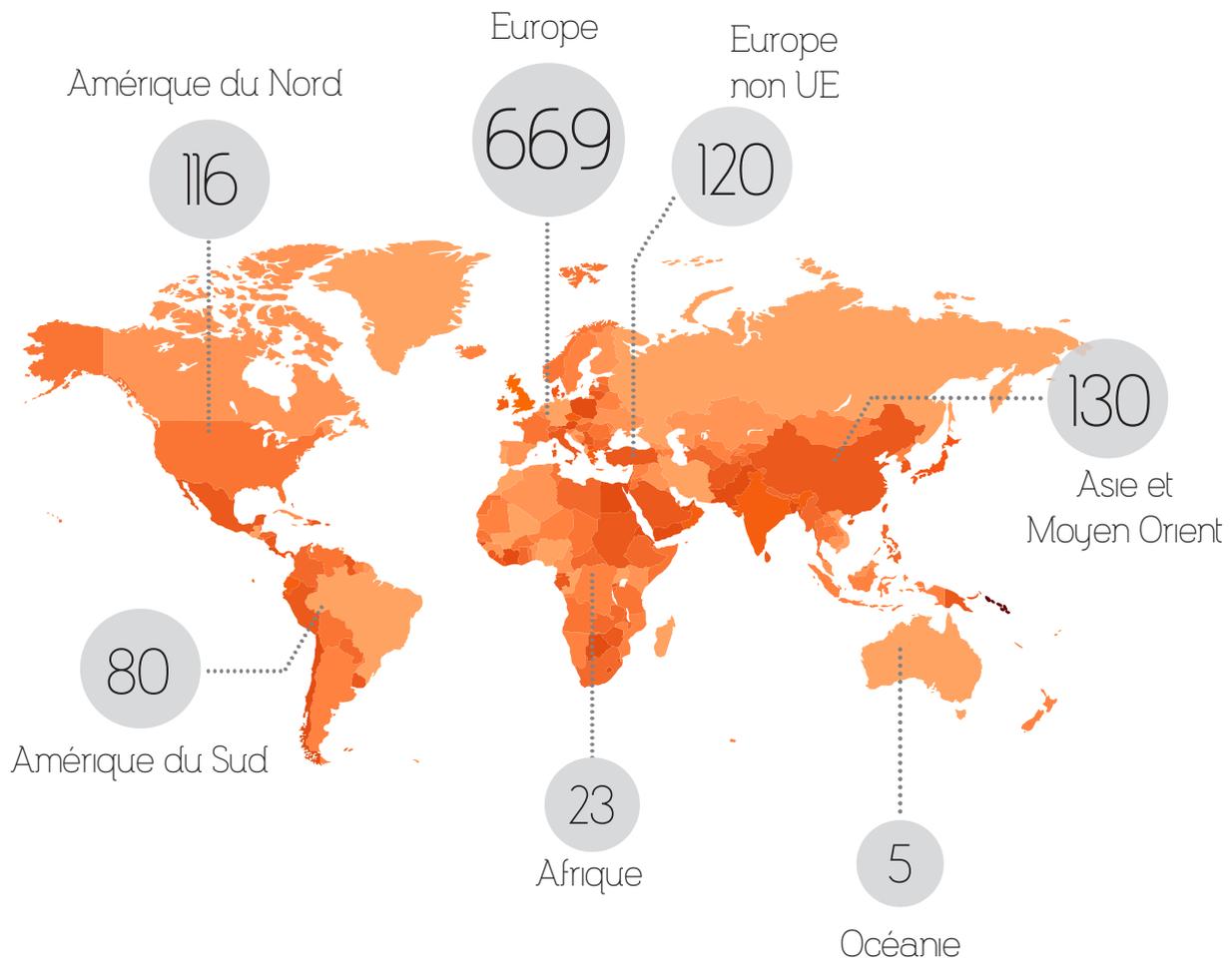
<http://droitetregulation.dauphine.fr>



La Chaire Gouvernance et Régulation organise chaque année l'**Institutional and Organizational Economics Academy (IOEA)**, une école de printemps qui s'adresse à des jeunes chercheurs souhaitant approfondir leur connaissance du domaine au contact des meilleurs spécialistes mondiaux de ce champ.

Fondée en 2002 et avec plus de 1140 alumni, l'IOEA s'est désormais imposée comme l'un des événements marquants de la recherche en économie des institutions et des organisations.

L'événement est fédérateur d'un réseau majoritairement européen, mais également très actif au plan plus global. La mobilisation d'une **communauté scientifique de haut niveau**, le soutien réitéré d'un certain nombre d'institutions, l'implication d'un noyau dur d'organisateur, et le développement d'outils numériques ont largement contribué à la réussite de l'IOEA dans la durée.



303.
Conférenciers

1143.
Participants

40.
Seminar Chairs



learn IOE

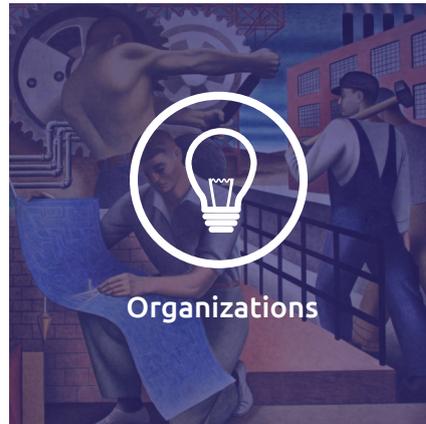
En s'appuyant sur son solide réseau international, et notamment la Society for Institutional and Organizational Economics (SIOE), la Chaire a mis au point une série de **tutoriels vidéos disponibles en libre accès** en ligne portant sur les fondements de l'**économie des institutions et des organisations**. Organisé autour de *video lectures* d'une dizaine de minutes chacune, qui peuvent s'articuler entre elles et être complétées par des informations comme des textes de référence, le projet LearnIOE s'adresse aux étudiants et aux chercheurs travaillant sur l'économie de la gouvernance et s'intéressant aux interactions entre dynamiques politiques, sociales, institutionnelles et économiques. L'ensemble a vocation à devenir une ressource de référence qui s'enrichira avec le temps.

Les tutoriels portent notamment sur :

- La raison d'être de la régulation
- L'économie politique de la régulation et des institutions
- La théorie des enchères
- *Market design*
- Les déterminants de la politique environnementale
- La gouvernance économique
- La commande publique
- ...

www.learnioe.org



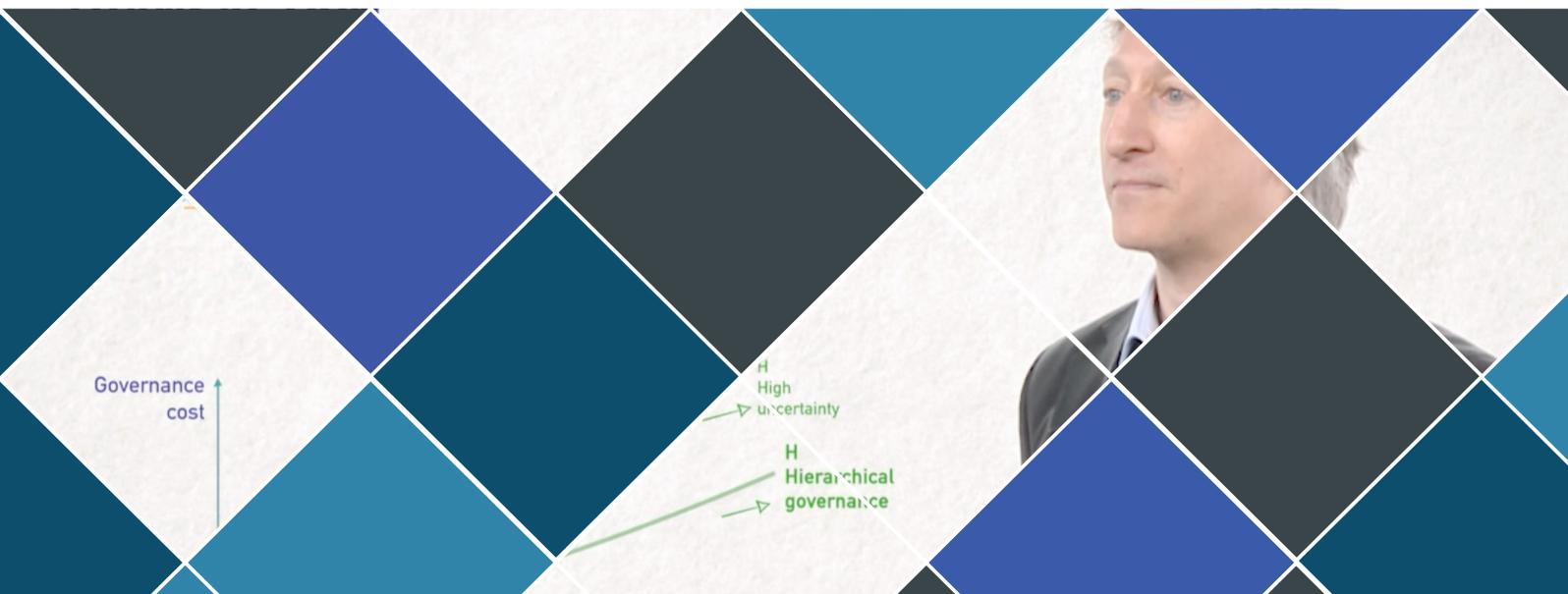


44.

Tutoriels disponibles en ligne

15.

Contributeurs





La force de la Chaire Gouvernance et Régulation et du Club des Régulateurs est de créer des passerelles entre praticiens de la régulation, entreprises des secteurs régulés et académiques, pour aborder des thématiques très variées qui vont de la gouvernance et de l'indépendance des autorités de régulation à la modernisation de leurs outils à l'ère du Big data. C'est également d'avoir créé et étendu le réseau au-delà des frontières grâce à un partenariat étroit avec le Réseau de régulateurs économique de l'OCDE.

*Anne Yvrande-Billon
Vice-présidente, ARAFER & Présidente, Club des Régulateurs*

Les entreprises évoluent dans un monde où les régulations, qu'elles soient sectorielles, financières ou autres, sont essentielles pour le déploiement de leurs activités. L'atout majeur de la Chaire Gouvernance et Régulation est de faire mieux comprendre les interactions entre ces régulations, de les faire dialoguer entre elles pour le succès des entreprises.

*Olivier Lavoine
Ancien Directeur financier, RTE*

55.

Conférences, séminaires
& petits déjeuners

14.

Événements du Club
des Régulateurs

73.

Interviews vidéos

42.

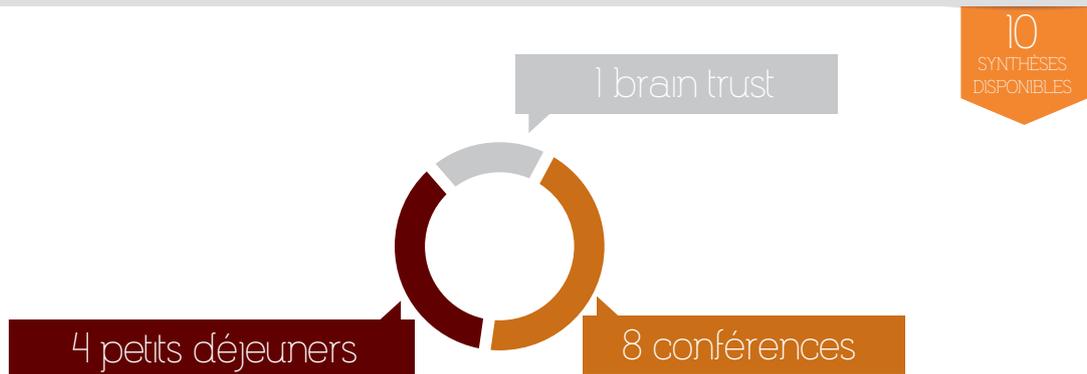
Synthèses

Débat

GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX



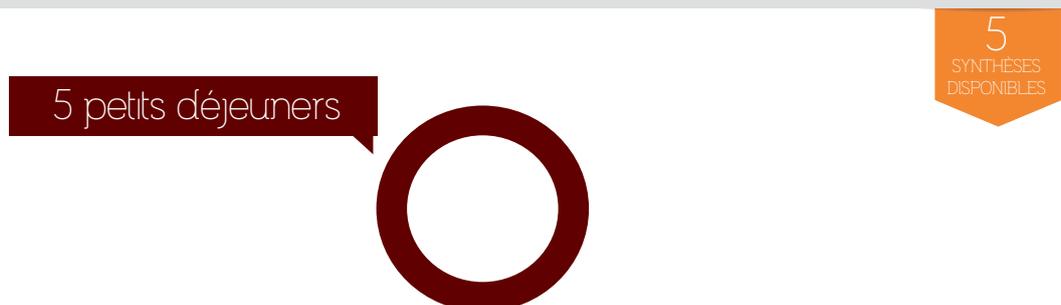
TRANSFORMATION NUMÉRIQUE & INNOVATION



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE / MOBILITÉ



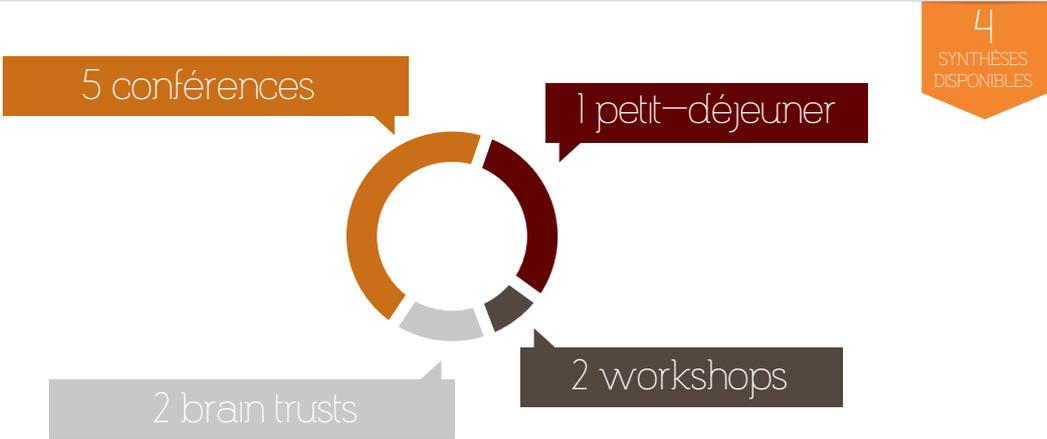
SANTÉ, SÉCURITÉ, SOLIDARITÉ



L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DE LA RÉGULATION



CADRES DE RÉGULATION ET GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE



MISSIONS ET OUTILS DU RÉGULATEUR



CONSTRUCTION EUROPÉENNE



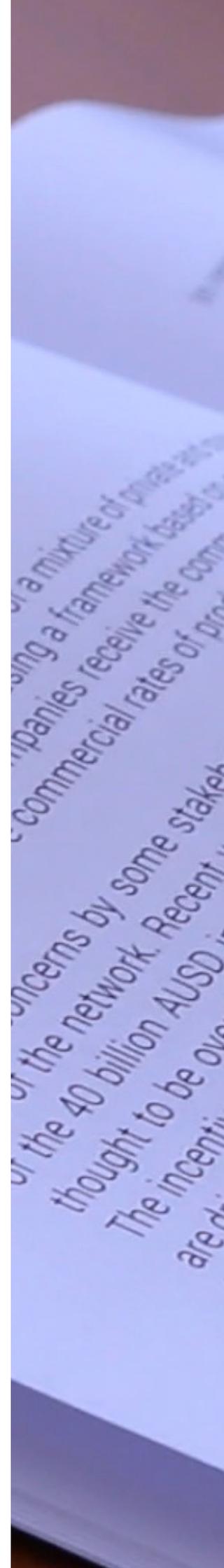
Après chaque événement, nous publions une synthèse des présentations et des échanges qui l'ont animé.



42.
Synthèses

19.
Synthèses en anglais

4 177.
Synthèses distribuées



holders about possible over-investment in the regulated asset base over the long term. The Grattan Institute claimed that the increase in the regulated asset base over the last 10 years was driven by commercial incentives but less so for state-owned utilities. Investment was influenced by government requirements based on risk and cost-benefit analysis. Network businesses receive an average of 19 billion AUD of applicable standards. Businesses are allowed to keep the benefits of the regulated asset base in the private sector but, for a number of businesses, the reliance on revealed costs and benchmarking was a concern about reliability but approaches based on risk and cost-benefit analysis are now dominant.

There is a very strong separation of the natural monopoly elements of the network from the competitive elements. Network businesses every five years or so are regulated on the basis of an incentive-based framework. Network businesses receive an average of 19 billion AUD of applicable standards. Businesses are allowed to keep the benefits of the regulated asset base in the private sector but, for a number of businesses, the reliance on revealed costs and benchmarking was a concern about reliability but approaches based on risk and cost-benefit analysis are now dominant.

DANS LA PRESSE (sélection)

- « Régulation : l'union ne fait pas la force » **Contexte**, 17 nov.2015
- Éric Brousseau, « Gouvernance économique et régulation à l'honneur à Dauphine », **Magazine Décideur**, 15 mai 2015,
- « Interview à Éric Brousseau », **Rapport d'activités 2014 de la CRE**, 17 jui. 2015
- Éric Brousseau, « Présentation du Club des Régulateurs », Network (Publication de l'**Australian Competition and Consumer Commission**), déc. 2015
- Joëlle Tolédano, « Concurrence : les enjeux d'un mariage Bouygues-Orange », **Les Echos**, 3 fev. 2016
- Joëlle Tolédano, « Bruxelles n'a pas les outils pour réguler le numérique », **Les echos**, 18 mai 2017
- Catherine Galano, « Des aides d'État aux aides de l'Union, Bruxelles fait feu de tout bois pour accélérer la transition énergétique », **Revue Lamy de la concurrence n.73**, juin 2018
- Joëlle Tolédano, « Pour une nécessaire refondation de la régulation du numérique », **Les Echos**, 25 jui. 2018
- Joëlle Tolédano, « La commission Européenne a-t-elle les outils pour réguler Google ? », **La Tribune**, 14 sep. 2018
- Anne Yvrande-Billon, « Le transport lancé sur une ligne concurrentielle à grande vitesse », **Revue Lamy de la concurrence n.75**, sep. 2018
- Julien Jourdan, « Cinéma français : comment survivre à l'ère Netflix », **Les Echos**, 3 mai 2019

LES NOTES « GOUVERNANCE ET RÉGULATION »

En coopération étroite avec les parties prenantes qui y sont associées, la Chaire et le Club des Régulateurs animent une **plateforme de réflexion et d'échanges** visant à proposer une analyse approfondie et originale de sujets d'actualité touchant à la régulation et à la gouvernance économiques. Identifiées en synergie avec les autorités de régulation, les entreprises régulées et les experts membres de la Chaire et du Club, les thématiques traitées donnent lieu à des publications associant approche académique et expertise de praticiens afin d'éclairer le débat public.

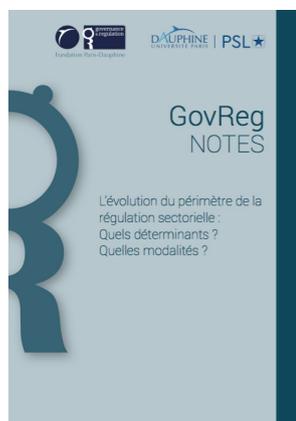
Issus d'une réflexion collective associant l'ensemble des parties prenantes de la Chaire et du Club, les **Brain trusts** proposent une analyse systématique de thématiques transectorielles et relativement larges telles que l'organisation institutionnelle de la régulation ou les déterminants de l'évolution du périmètre de la régulation.

Les **GovReg Notes** abordent sous un format plus ramassé et plus souple, des questions plus ciblées. Cette initiative, lancée fin 2018, est coordonnée par un Comité Editorial composé d'académiques et praticiens de la régulation, et notamment :

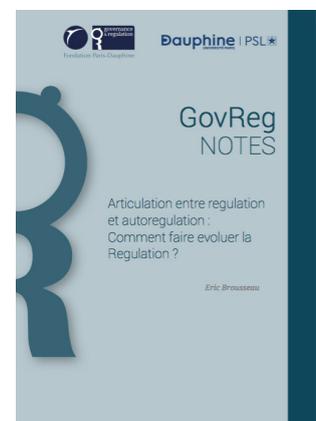
- **Eric Brousseau**
- **Frédéric Deroin** (FdJ)
- **Anne Epaulard** (Dauphine | PSL)
- **Catherine Galano** (Frontier Economics)
- **Christine Le Bihan-Graf** (De Pardieu Brocas Maffei)
- **Jean-Yves Ollier** (Conseil d'Etat)
- **Angelos Souriadakis** (Ylios)
- **Joëlle Toledano** (Chaire GovReg)
- **Anne Yvrande-Billon** (Arafer)



« L'Organisation Institutionnelle de la Régulation en France : Quel Positionnement et Quelles Règles pour les Autorités en charge de la Régulation Economique »



« L'évolution du périmètre de la régulation sectorielle : Quels déterminants ? Quelles modalités ? »



« Articulation entre régulation et autorégulation : comment faire évoluer la régulation ? »

Éric Brousseau : Directeur scientifique



La Chaire Gouvernance et Régulation et le Club des Régulateurs sont dirigés par Eric Brousseau. Éric Brousseau est professeur d'économie et management ainsi que directeur de l'Ecole Doctorale à Dauphine | PSL. Il est également directeur du projet Governance Analytics, une initiative de recherche interdisciplinaire et stratégique (IRIS) soutenue par l'Université de Recherche PSL. Il est l'un des créateurs du Master Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN), co-habilité entre Dauphine, Polytechnique, Supélec, TélécomParisTech et l'Université Paris-Sud. Il a fondé en 2002 l'Institutional and Organisational Economics Academy (IOEA), et a présidé l'International Society for New-Institutional Economics (2013-2014). Il est également membre honoraire de l'Institut Universitaire de France.

Chiara Caccinelli : Déléguée générale

(février 2015- septembre 2019)



Les activités de la Chaire et du Club, ainsi que les projets qui y sont associés, sont animés par Chiara Caccinelli. Avant de rejoindre la Chaire en février 2015, Chiara travaillait en tant que chef de projet, *managing editor* et responsable de la valorisation de la recherche à l'Institut Universitaire Européen, au sein de la Florence School of Regulation (2011-2015). Elle était également responsable des publications et de la valorisation du projet THINK, financé par le 7^{ème} programme-cadre de l'Union Européenne (2011-2013). Auparavant, elle était analyste d'affaires européennes au sein du think tank italien Equilibri (2009-2011). Chiara a un master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de Dauphine | PSL, et un master en affaires européennes de l'Università degli Studi di Perugia (Italie).

Marie-Hélène Caitucoli : Déléguée générale

(depuis septembre 2019)



Co-directrice du Master Droit et Gestion publique Dauphine-ENA, elle a développé en tant que cheffe de projet, depuis janvier 2017, le pôle de politiques publiques de l'Université Paris-Dauphine, la House of Public Affairs, mettant les savoirs universitaires liés aux affaires publiques de manière pluridisciplinaire au service d'un vaste réseau de partenaires institutionnels de premier rang.

Titulaire d'un Master recherche en études politiques sur les institutions européennes et Docteure en sciences politiques de l'EHESS, elle s'est ainsi auparavant spécialisée sur la théorie des institutions démocratiques. Egalement diplômée d'HEC Paris (majeure Finance), et de cursus complémentaires à l'ESADE de Barcelone et à University College London, elle bénéficie d'une expérience solide dans le conseil en organisation auprès de grands groupes et dans l'industrie du luxe où elle a exercé des fonctions de direction à l'international pendant plusieurs années.



Adèle Boutin :
Technicienne audiovisuel en
montage et post-production



Bruno Chaves :
Ingénieur de recherche
et webmaster



Joanna Chiapasco :
Chargée de communication
et d'événementiel



Delphine Lebrun :
Organisatrice événementiel

Le Comité d'Orientation de la Chaire

Le Comité d'Orientation regroupe neuf universitaires impliqués dans les activités de la Chaire représentant la diversité de composantes sur le plan académique.

Son rôle : Le Comité d'Orientation est composé de membres de l'équipe académique de la Chaire représentant les principales expertises disciplinaires. Son rôle est de conseiller la Direction Scientifique dans la préparation du programme, sa mise en œuvre et le contrôle de son exécution. Il se réunit quatre fois par an.

Il est composé de :

- Éric Brousseau
- Hervé Alexandre (professeur de finance à Dauphine | PSL)
- Georges Decocq (professeur de droit à Dauphine | PSL)
- Anne Epaulard (professeure d'économie à Dauphine | PSL)
- David Ettinger (professeur d'économie à Dauphine | PSL)
- Henri Isaac (maître de conférences en gestion à Dauphine | PSL)
- Julien Jourdan (professeur de stratégie à Dauphine | PSL)
- Joëlle Toledano (professeure émérite d'économie à la Chaire GovReg)
- Alexis Tsoukias (directeur de recherche au CNRS)

Le Comité de Pilotage de la Chaire

Chacune des parties prenantes – les mécènes, les partenaires experts, les partenaires institutionnels, le Comité d'Orientation, le Directeur de la Chaire, ainsi que la Fondation Paris-Dauphine – est représentée dans le Comité de Pilotage.

Son rôle : Le Comité de Pilotage est chargé de la définition du programme d'activités de la Chaire, de la détermination de la composition de l'équipe de chercheurs, de l'établissement du budget annuel et de la supervision de l'exécution du programme de travail défini. Il se réunit au moins deux fois par an.

A ce jour, les membres du CoPil sont :

- Éric Brousseau
- Christophe Bonnery, pour ENEDIS
- Christophe Boutin, pour l'ASFA
- Frédéric Deroin, pour la FDJ
- Jean-Michel Figoli, pour ENGIE
- Benjamin Guedou, pour RTE
- Philippe Pascal, pour le Groupe ADP
- Raphael Poli, pour la SNCF
- Blaise Rapior, pour VINCI Autoroutes
- Fabrice Dambrine / Marie-Solange Tissier, pour le CGE
- Monique Saliou, pour la Cour des Comptes
- Jean-Luc Sauron, pour le Conseil d'Etat
- Hervé Alexandre, professeur de finance à Dauphine | PSL
- Georges Decocq, professeur de droit à Dauphine | PSL



- Anne Epaulard, professeure d'économie à Dauphine | PSL
- David Ettinger, professeur d'économie à Dauphine | PSL
- Henri Isaac, maître de conférences en gestion à Dauphine | PSL
- Julien Jourdan, professeur de stratégie à Dauphine | PSL
- Joëlle Toledano, professeure émérite d'économie à la Chaire GovReg
- Alexis Tsoukias, directeur de recherche CNRS
- Angelos Souriadakis (Ylios), pour les Partenaires experts
- Anne Yvrande-Billon (ARAFER), pour le Club des Régulateurs
- Sandra Bouscal, pour la Fondation Paris-Dauphine

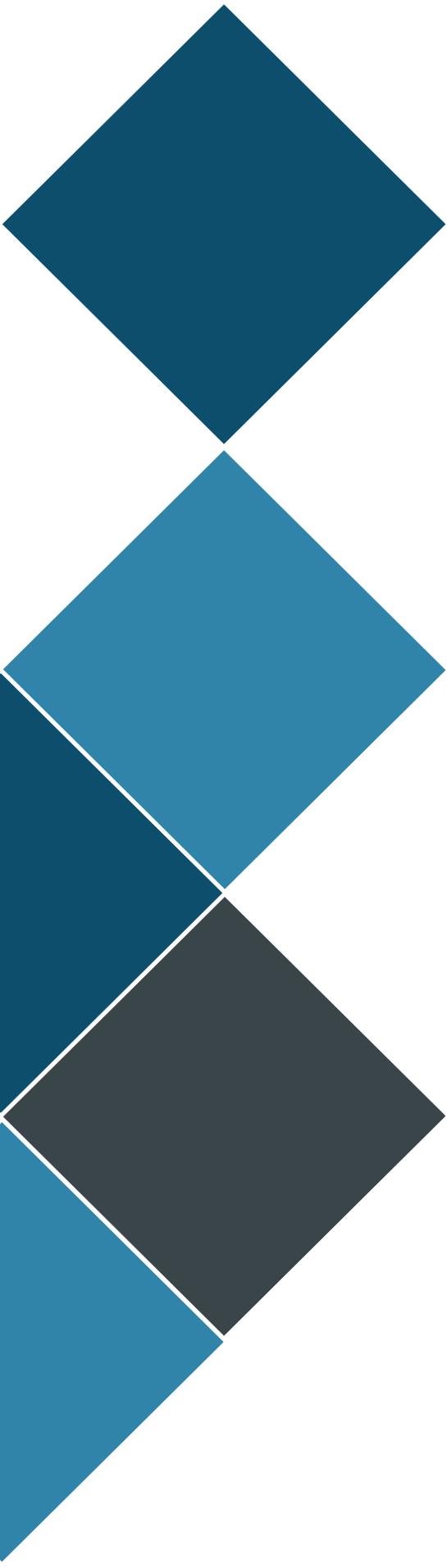
Le Comité de Direction du Club des Régulateurs

Le Comité de Direction est composé d'un représentant de chaque membre du Club, ainsi que du Directeur Scientifique (Eric Brousseau) et d'un représentant des partenaires experts de la Chaire Gouvernance et Régulation. Il élit son Président pour le représenter auprès des tiers et siéger au Comité de Pilotage de la Chaire. La Présidente du Club est actuellement Anne Yvrande-Billon, Vice-Présidente de l'ARAFER.

Son rôle : Le Comité de Direction décide du programme de travail du Club et du rythme de ses réunions, l'organisation de ces dernières étant à la charge de l'équipe de la Chaire. Il se réunit au moins deux fois par an.

A ce jour, les membres du CoDir sont :

- Eric Brousseau
- Pauline Blassel, Secrétaire générale, pour l'HADOPI
- Bernard Boët, Directeur général, pour l'ARJEL
- Natasha Cazenave, Secrétaire générale adjointe, pour l'AMF
- Laurent Clerc, Directeur d'étude et d'analyse des risques, pour l'ACPR
- Nicolas Curien / Nathalie Sonnac, Membres du Collège, pour le CSA
- Caroline Gibon, Chef de bureau de la régulation économique des aéroports, pour la DGAC
- Dominique Jamme, Directeur Général, pour la CRE
- Marianne Leblanc Laugier, Présidente, pour l'ASI
- Christine Le Bihan-Graf (De Pardieu Brocas Maffei), pour les Partenaires experts
- Stéphane Lhermitte, Directeur Economie marchés et numérique, pour l'ARCEP
- Maurice-Pierre Planel, Président, pour le Comité Economique des Produits de Santé
- Anne Yvrande-Billon, Vice-Présidente, pour l'ARAFER





Conception graphique

Joanna Chiapasco

Crédits photos

Adèle Boutin



Fondation Paris-Dauphine

Chaire Gouvernance et Régulation
Fondation Paris-Dauphine
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75016 Paris (France)
<http://chairgovreg.fondation-dauphine.fr>

